C3

Catalogue 85-002 Service Bulletin - Bulletin de service / ISSN 0715-271X

STATISTICS CANADA STATISTIQUE CANADA
JAN 1995
LIBRARY BIBLIOTHÈQUE

Juristat

Canadian Centre for Justice Statistics
Centre canadien de la statistique juridique

Price: Canada: $5.00 per issue, $60.00 annually
United States: US$6.00 per issue, US$72.00 annually
Other Countries: US$7.00 per issue, US$84.00 annually
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Vol.15, No. 1

Public Perceptions of Crime

*By Kwing Hung and Sharon Bowles**

Highlights

- An analysis of public opinion polls, victimization survey data and police-reported crime statistics reveals some conflicting trends with regard to public perceptions and public experiences of crime.
- Data from the 1993 General Social Survey (GSS) suggest that there was a small but measurable increase in the level of fear of criminal victimization compared to the 1988 results, as reflected in the respondents' levels of apprehension while walking alone in their neighbourhoods at night. Urban residents, females and elderly persons showed higher levels of apprehension. International data on this issue reveal that Canada ranks in the lowest third of twelve countries in terms of fear.
- Data from both public opinion polls and the General Social Survey also suggest that there is a general public perception of an increase in the level of crime in Canada in recent years.
- According to the 1993 GSS results, overall victimization rates were similar for 1988 and 1993. Victimization rates declined consistently with the increasing age of the respondents.

* *Department of Justice Canada*

January 1995
ISSN 0715-271X

Prix : Canada : 5 $ l'exemplaire, 60 $ par année
États-Unis : 6 $ US l'exemplaire, 72 $ US par année
Autres pays : 7 $ US l'exemplaire, 84 $ US par année
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol.15, Nº 1

La criminalité et les perceptions du public

*par Kwing Hung et Sharon Bowles**

Faits saillants

- Une analyse des résultats de sondages d'opinion, des données d'enquêtes sur la victimisation et des statistiques sur la criminalité déclarées par la police révèle des tendances contradictoires en ce qui concerne les perceptions et l'expérience du public par rapport à la criminalité.
- Les données de l'Enquête sociale générale (ESG) de 1993 indiquent qu'il y a eu une augmentation faible mais mesurable du niveau de crainte d'être victime d'un acte criminel, comparativement aux données de 1988, comme en témoigne le degré d'appréhension des répondants lorsqu'ils marchent seuls dans leur quartier le soir. Les citadins, les femmes et les personnes âgées ont exprimé des degrés d'appréhension particulièrement élevés. Les données internationales à ce chapitre montrent que le Canada se classe dans le tiers inférieur de douze pays à l'étude, pour ce qui est du niveau de crainte.
- Les données de sondages d'opinion et de l'Enquête sociale générale semblent également indiquer que la population croit en général qu'il y a eu une hausse de la criminalité au Canada au cours des dernières années.
- Selon les résultats de l'ESG de 1993, les taux globaux de victimisation sont demeurés les mêmes pour 1993 en comparaison à l'enquête de 1988. Ils diminuent de façon constante avec l'augmentation de l'âge des répondants.

* *ministère de la Justice du Canada*

January 1995
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, Science and Technology, 1995. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1995. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

- While police-reported violent crime statistics show an upward trend over the latter half of the 1980s, much of this increase is attributable to increases in the number of minor assaults, and is likely also due to the increased willingness of victims to report crimes to the police.
- In examining the issue of violent crime, survey findings and police-reported crime statistics suggest that Canadians tend to over-estimate both the frequency and seriousness of violent crimes, the probability of victimization by strangers, and the severity of injuries sustained by victims.

Introduction

Recent public-opinion polls and surveys indicate that crime is an important issue to Canadians. At the national level, it is of less importance than "the economy" or "unemployment", but it increases in importance as a local or community concern[1]. The objective of this Juristat is to examine public perceptions of crime and its character, and to relate these perceptions to police-reported crime statistics.

In the course of this Juristat, reference will be made to the results of public opinion polls, to the data from national and international victimization surveys, and to statistics from the Uniform Crime Reporting Survey which is based on crimes reported to the police. The reader is invited to consult the "Methodology Section" of this Juristat for further details about these surveys.

The readers of this Juristat are alerted to the fact that another, related Juristat will be released later in the spring of 1995. This second Juristat, entitled "Personal Safety", will examine in a more detailed way the issue of fear of crime and precautionary behavior in the population.

Fear of Crime / Fear of Victimization

Fear of crime and the perceived possibility of criminal victimization have been measured in a variety of polls and surveys in a variety of ways, by asking about the level of fear associated with walking alone in one's neighbourhood late at night, or the fear of becoming a victim of crime, or the individual use of measures to protect oneself and one's property from crime. The objective of this part of the Juristat is to examine data on the levels of fear and apprehension in the population, data on perceived changes in the level of crime in Canadian society, and to relate these to the results of victimization surveys and to police-reported statistics.

1 *See discussion in Julian Roberts, "Public Opinion, Crime and Criminal Justice," in Crime and Justice: A Review of Research, (Michael Tonry, ed) vol. 16. University of Chicago Press 1992. See also findings of Macleans/CTV poll reported in the January 4, 1993 edition of Macleans magazine, at p.24.*

- Bien que les statistiques sur la criminalité violente déclarées par la police affichent une tendance à la hausse au cours de la dernière moitié des années 80, cette progression soit attribuable aux augmentations du nombre de voies de fait simples et probablement aussi à la volonté accrue des victimes de signaler les crimes à la police.
- En ce qui concerne les crimes de violence, les résultats des enquêtes et les statistiques sur la criminalité déclarées par la police laissent supposer que les Canadiens ont tendance à surestimer la fréquence et la gravité des crimes de violence, la probabilité d'être victime d'un acte criminel commis par un inconnu et la gravité des blessures subies par les victimes.

Introduction

D'après les sondages d'opinion et les enquêtes réalisés récemment, les Canadiens estiment que la criminalité est une question importante. Au niveau national, elle est jugée moins importante que l'économie ou le chômage, mais constitue une préoccupation plus grande au niveau de la localité ou de la collectivité[1]. Le présent Juristat vise à examiner la façon dont les Canadiens perçoivent la criminalité et son caractère, et à établir un lien entre ces perceptions et les statistiques déclarées par la police.

Tout au long du Juristat, on fera référence aux résultats des sondages d'opinion, aux données tirées des enquêtes nationale et internationale sur la victimisation, et aux statistiques du Programme de déclaration uniforme de la criminalité qui est fondé sur les actes criminels signalés à la police. Le lecteur est invité à consulter la section «Méthodes» du présent bulletin afin d'obtenir de plus amples détails sur ces enquêtes.

Les lecteurs sont priés de tenir compte du fait qu'un autre Juristat connexe sera diffusé plus tard au printemps 1995. Ce Juristat, portant sur «La sécurité des personnes» examinera plus en détail la peur que ressent la population d'être victime d'un acte criminel et les précautions qu'elle prend à cet égard.

Crainte que suscite la criminalité et crainte d'être victime d'un acte criminel

Divers sondages et enquêtes ont permis de mesurer de différentes façons la crainte que suscite la criminalité et la possibilité perçue d'être victime d'un acte criminel. Les questions posées aux répondants portaient sur le niveau de crainte ressentie lorsqu'ils marchent seuls dans leur quartier tard le soir, la crainte d'être victimes d'un crime ou les mesures alors prises pour se protéger et protéger leurs biens. La présente section a pour but d'examiner les données sur les niveaux de crainte et d'appréhension de la population et les données sur les changements perçus du niveau de criminalité dans la société canadienne et d'établir un lien entre ces données et les résultats des enquêtes sur la victimisation et les statistiques déclarées par la police.

1 *Voir la discussion dans l'article de Julian Roberts, «Public Opinion, Crime and Criminal Justice» dans Crime and Justice: A Review of Research, (Michael Tonry, ed.), vol. 16. University of Chicago Press 1992. Voir aussi les résultats d'un sondage Maclean's/CTV publiés dans l'édition du magazine Maclean's, 4 janvier 1993, p. 24.*

Feelings of Safety while Walking Alone in One's Neighbourhood

The 1993 General Social Survey focussed on the perceived risk of criminal victimization by questioning respondents about their perceived levels of safety when walking alone in their neighbourhoods after dark. Global results indicated that 27% of Canadians aged fifteen years and older felt "Somewhat Unsafe" or "Very Unsafe" walking alone in their neighbourhoods after dark. This finding has remained almost unchanged from the 1988 data on the issue.

Sentiments de sécurité éprouvés lors de promenades en solitaire dans son quartier

L'Enquête sociale générale de 1993 portait principalement sur les perceptions quant au risque d'être victime d'un acte criminel. On demandait aux répondants s'ils se sentaient en sécurité lorsqu'ils marchaient seuls dans leur quartier une fois la nuit tombée. Les résultats globaux indiquent que 27 % des Canadiens âgés de 15 ans et plus sentent «pas très en sécurité» et «pas du tout en sécurité» une proportion pratiquement inchangée par rapport aux données de 1988 sur cette question.

Figure 1

Feelings of Safety Walking Alone in Their Neighbourhood after Dark by Sex and Residence, Canada, 1988 and 1993

Figure 1

Sentiments de sécurité éprouvés par les personnes lorsqu'elles marchent seules dans leur quartier après la tombée de la nuit, selon le sexe et le lieu de résidence, Canada, 1988 et 1993

	1988				1993			
	Very Safe Très en sécurité	Reasonably Safe Assez en sécurité	Somewhat Unsafe Pas très en sécurité	Very Unsafe Pas du tout en sécurité	Very Safe Très en sécurité	Reasonably Safe Assez en sécurité	Somewhat Unsafe Pas très en sécurité	Very Unsafe Pas du tout en sécurité
	%	%	%	%	%	%	%	%
Total - Total	40[1]	33	17	9	32	40	15	12
Males - Hommes	58	29	9	3	48	41	6	4
Females - Femmes	23	36	24	14	16	40	23	19
Urban Total - Total - urbain	36	35	18	9	27	43	17	12
Males - Hommes	55	32	9	3	43	45	7	3
Females - Femmes	18	38	27	15	12	41	25	20
Rural Total - Total - rural	53	28	12	6	48	36	10	5
Males - Hommes	70	22	6	2	63	30	3	2
Females - Femmes	37	33	19	9	31	43	16	8

[1] *Percent may not add to 100 because of rounding and the exclusion of non-responses.*
[1] *En raison de l'arrondissement des pourcentage et de l'exclusion des non-réponses, la somme peut ne pas correspondre aux totaux.*
Source: *General Social Survey, 1988 and 1993.*
Source: *Enquête sociale générale, 1988 et 1993.*

Figure 1 presents the GSS data for "Feelings of Safety" for males and females by place of residence for 1988 and 1993. In examining the total population, there is some evidence of a decline in the perceived levels of safety between 1988 and 1993: an increase in the proportion feeling "Very Unsafe" (9% to 12%), but a more important decrease in the proportion of the population feeling "Very Safe" (40% to 32%). The same pattern holds true for both sexes, but it is very clear that females feel much less safe than their male counterparts - the proportion of females feeling "Somewhat Unsafe" or "Very Unsafe" is four times higher than the equivalent male proportion for both of the survey years.

There are also clear differences with regard to feelings of safety between urban and rural residents. Looking at the 1993 data, the proportions of the population feeling "Somewhat Unsafe" or "Very Unsafe" are generally twice as high for urban dwellers of both sexes than for rural residents.

La figure 1 présente les données de l'ESG concernant les «sentiments de sécurité» chez les hommes et les femmes selon le lieu de résidence pour 1988 et 1993. L'examen de la population totale semblerait révéler une baisse des niveaux perçus de sécurité entre 1988 et 1993 : une augmentation de la proportion de la population qui sent «pas du tout en sécurité» (passant de 9 % à 12 %), mais une diminution plus importante de la proportion de la population qui sent «très grande sécurité» (passant de 40 % à 32 %). La même tendance est vraie pour les deux sexes, mais il apparaît très clairement que les femmes se sentent beaucoup moins en sécurité que leurs homologues masculins : la proportion de femmes qui sentent «pas très en sécurité» et «pas du tout en sécurité» est quatre fois plus élevée que la proportion équivalente d'hommes pour les deux années d'enquête.

De même, les sentiments de sécurité diffèrent nettement entre les habitants des régions urbaines et des régions rurales. D'après les données de 1993, les proportions de la population qui sentent «pas très en sécurité» et «pas du tout en sécurité» sont généralement deux fois plus élevées chez les citadins des deux sexes que chez les ruraux.

In examining the details of Figure 1 for changes between 1988 and 1993, there are consistent declines in the proportion of persons feeling "Very Safe" across both urban and rural areas, but the pattern is not nearly as clear when one examines the proportion feeling "Somewhat Unsafe" and "Very Unsafe". The proportion of both rural males and rural females feeling "Somewhat Unsafe" or "Very Unsafe" declined between 1988 and 1993, but the pattern for the urban residents is not as clear.

Si l'on regarde les détails de la figure 1 quant aux variations entre 1988 et 1993, on remarque des baisses constantes de la proportion de personnes qui sentent une «très grande sécurité» dans les régions urbaines et rurales, mais la tendance est loin d'être aussi claire lorsque l'on examine la proportion de celles qui sentent «pas très en sécurité» et «pas du tout en sécurité». La proportion des hommes et des femmes des régions rurales qui sentent une «pas très en sécurité» et «pas du tout en sécurité» a diminué entre 1988 et 1993, mais la tendance pour les citadins n'est pas aussi évidente.

Figure 2

Feelings of Safety While Walking Alone in the Neighbourhood after Dark by Sex and Age Group, Age 15+, Canada, 1988 and 1993

Figure 2

Sentiments de sécurité éprouvés par les personnes lorsqu'elles marchent seules dans leur quartier après la tombe de la nuit, selon le sexe et le groupe d'âge, 15 ans et plus, Canada, 1988 et 1993

	1988				1993			
	Very Safe Très en sécurité	Reasonably Safe Assez en sécurité	Somewhat Unsafe Pas très en sécurité	Very Unsafe Pas du tout en sécurité	Very Safe Très en sécurité	Reasonably Safe Assez en sécurité	Somewhat Unsafe Pas très en sécurité	Very Unsafe Pas du tout en sécurité
	%	%	%	%	%	%	%	%
Males - Hommes								
15-24	61[1]	29	6	3	50	43	5	1
25-44	61	29	7	2	51	40	6	3
45-64	57	28	10	3	47	42	7	4
65+	41	32	15	6	38	37	9	10
Females - Femmes								
15-24	19	37	30	14	14	45	26	14
25-44	25	40	23	12	17	44	25	14
45-64	26	35	23	14	17	40	21	20
65+	15	25	25	24	13	22	19	38

[1] *Percent may not add to 100 because of rounding and the exclusion of non-responses.*
[1] *En raison de l'arrondissement des pourcentage et de l'exclusion des non-réponses, la somme peut ne pas correspondre aux totaux.*
***Source:** General Social Survey, 1988 and 1993.*
***Source:** Enquête sociale générale, 1988 et 1993.*

Figure 2 presents similar data, but with a breakdown by age and sex of the respondents. The data for males show consistent changes with increasing age - steady decreases in the proportion feeling "Very Safe", and steady increases in the proportion feeling "Somewhat Unsafe". The proportion feeling "Very Unsafe" is more than three times as great for those over the age of 65 years compared with those under the age of 44 years. The proportions of persons feeling "Very Safe" are consistently lower in 1993 than in 1988. What appears to have happened between 1988 and 1993 is that the proportion feeling "Reasonably Safe" has grown at the expense of the group feeling "Very Safe".

La figure 2 présente des données semblables, mais réparties selon l'âge et le sexe des répondants. Les données pour les hommes montrent des variations constantes avec l'augmentation de l'âge : des diminutions régulières de la proportion qui sentent une «très grande sécurité» et des augmentations régulières de la proportion qui sentent «pas très en sécurité». La proportion de personnes qui sentent «pas du tout en sécurité» est plus de trois fois plus élevée chez celles de plus de 65 ans que chez celles de moins de 44 ans. Les proportions de personnes qui sentent une «très grande sécurité» sont généralement plus faibles en 1993 qu'en 1988. Voici ce qui semble s'être produit entre 1988 et 1993 : la proportion de personnes qui sentent une «sécurité raisonnable» a augmenté au détriment du groupe qui sent une «très grande sécurité».

It is clear from this table, as well, that there are dramatic differences between the sexes concerning their perceptions of safety when walking alone in their neighbourhoods after dark. The proportions of females feeling "Somewhat Unsafe" or "Very Unsafe" are two to five times higher than those of their male counterparts.

The data for females do not show such consistent tendencies with increasing age. The survey results for 1988 and 1993 suggest that the youngest age-group and the oldest age-group exhibit the lowest feelings of safety.

In examining the data for females for 1988 and 1993, it is clear that there was a decline in the proportion feeling "Very Safe" and almost universal increases in the proportions feeling "Very Unsafe" across the different age groups.

Other, smaller scale studies reveal similar or somewhat higher levels of public fear[2,3].

Perceptions of Personal Safety

The previous analysis of GSS data indicated that there were small decreases in the levels of perceived safety on the part of a number of different demographic groups of the population between 1988 and 1993. One of the factors which could be associated with perceived levels of safety in the neighbourhood is the perceived change in the level of crime between these two dates. The GSS Survey contained questions on this issue and the results indicated that 46% of the population felt that there had been an increase in the level of crime in their neighbourhoods. Four percent of the population felt that there had been a decrease in the amount of crime, and 43% felt that there had been no change. (Eight per cent of the respondents had no opinion on this issue.)

Other surveys have also asked Canadians to describe their feelings of personal safety from crime, and how these feelings have changed over the last five years. Survey results[4] suggest that a majority of Canadians see this situation as "somewhat worse" or

2 *See, for example, an Angus Reid study conducted in June, 1994, in which 24% of respondents said they felt "unsafe" in walking alone in their neighbourhoods after dark. See also the 1992 Macleans/CTV poll in which 33% of survey respondents indicated "fear" of walking alone in their neighbourhood at night.*

3 *For example, the 1992 Macleans/CTV poll reports that the percentage of people feeling "unsafe" was 55% for females and 11% for males.*

4 *Macleans/CTV poll, 1992.*

Il ressort également de ce tableau des différences marquées entre les deux sexes pour ce qui est de la perception ressentie lorsqu'ils marchent seuls dans leur quartier après la tombée de la nuit. Les proportions de femmes qui sentent «pas très en sécurité» et «pas du tout en sécurité» sont deux à cinq fois plus élevées que celles de leurs homologues masculins.

Les données sur les femmes n'affichent pas de tendances aussi constantes avec l'augmentation de l'âge. Les résultats d'enquête pour 1988 et 1993 indiquent que le groupe d'âge le plus jeune et le groupe d'âge le plus avancé se sentent le moins en sécurité.

L'examen des données sur les femmes pour 1988 et 1993 révèle une diminution de la proportion de celles qui se sentent «très en sécurité» et des augmentations presque généralisées des proportions qui sentent «pas du tout en sécurité» parmi les différents groupes d'âge.

D'autres études de moindre envergure montrent des niveaux de crainte semblables ou un peu plus élevés[2,3].

Perceptions de la sécurité personnelle

L'analyse précédente des données de l'ESG a indiqué que les niveaux de sécurité perçue par différents groupes démographiques ont quelque peu diminué entre 1988 et 1993. L'un des facteurs pouvant être associé aux niveaux perçus de sécurité dans son quartier est le changement perçu du niveau de criminalité entre ces deux années. L'ESG comportait des questions sur ce sujet, et les résultats indiquent que 46 % de la population estiment que la criminalité a augmenté dans leur quartier. Quatre pour cent sont d'avis que le nombre de crimes a régressé, et 43 % croient qu'il n'y a eu aucun changement. (Huit pour cent des répondants n'avaient aucune opinion sur cette question.)

D'autres enquêtes menées auprès des Canadiens portaient également sur leurs sentiments de sécurité face à la criminalité et sur l'évolution de ces sentiments au cours des cinq dernières années. Les résultats d'enquête[4] indiquent qu'une majorité de Canadiens pensent que cette situation

2 *Voir, par exemple, l'étude d'Angus Reid menée en juin 1994, selon laquelle 24% des répondants ont dit sentir une «insécurité» lorsqu'ils marchent seuls dans leur quartier après la tombée de la nuit. Voir aussi le sondage Maclean's/CTV réalisé en 1992, selon lequel 33% des répondants ont indiqué qu'ils craignaient de marcher seuls dans leur quartier le soir.*

3 *Par exemble, le sondage Macleans's/CTV mené en 1992 indique que le pourcentage de personnes qui sentent une «insécurité» s'établit à 55% chez les femmes et à 11% chez les hommes.*

4 *Sondage Maclean's/CTV, 1992.*

"unchanged". Only a minority of Canadians say the situation has changed in any dramatic way, with 17% percent of Canadians responding that their sense of personal safety from crime is "much worse", while 8% percent indicate that it is "somewhat" or "much better".

When asked in 1992 about their expectations regarding the problem of crime over the next twelve months, slightly more than half of Canadians (57%) felt pessimistic, expressing the belief that the crime level in their community would worsen slightly (39%) or significantly (18%). In comparison, 28% expected the crime level to improve slightly and 5% expected significant improvement[5].

A 1990 public opinion poll[6] conducted by the Angus Reid Group suggested that a small minority of Canadians (6%) express a "great deal of fear" of becoming a victim of crime. An additional 13% express "a fair amount of fear" of becoming a crime victim in their own community, while the majority of respondents (53%) indicated "a little fear" of criminal victimization. More than one-quarter of those surveyed (27%) said they had "no fear" of potential victimization. The gender of the respondent was a significant factor affecting levels of fear, with women being twice as likely as men to report "a fair amount" or a "great deal" of fear of criminal victimization. Previous experience of victimization also affected the extent to which respondents were likely to express fear, with 13% of crime victims reporting "a great deal of fear" compared to 4% of non-victims. This relationship between level of fear and previous victimization was much less clear in the data from the 1988 General Social Survey.

Fear of Crime – An International Perspective

While Canadians express concerns about crime, their level of fear is comparable to, or lower than that of citizens of many other countries. (See Figure 3) The results of the International Crime Survey, undertaken in 1992[7], suggest that Canada ranks ninth out of twelve countries in "fear" level, as measured by perceptions of safety in walking in the neighbourhood after dark. For example, 20% of Canadians said they felt "a bit" or "very unsafe" out alone after dark, compared to 45% in Poland, 41% in the United States, 35% in Italy and 33% in England. The European average was 30.3%. Lower levels of fear were reported by citizens of Sweden (13.5%), Finland (18%) and Belgium (19.6%).

5 *Insight Canada Research: Perspectives Canada Report, vol. 2, no. 3 (Summer 1993), interview schedule p. 3. Ten percent of the respondents answered "Don't know"*

6 *The Reid Report, vol. 5, no. 5, May 1990.*

7 *Jan J.M. van Dijk and Pat Mayhew (1992): Criminal Victimisation in the Industrialized World, p. 56-57.*

s'est «un peu aggravée» ou est restée «inchangée». Seule une minorité de Canadiens estiment que la situation a changé de façon dramatique, 17 % d'entre eux ayant répondu que leur sentiment de sécurité s'est «beaucoup aggravé» et 8% ayant indiqué qu'il s'est «un peu amélioré» ou «grandement amélioré».

Interrogés en 1992 sur leurs prévisions concernant le problème de la criminalité au cours des douze prochains mois, un peu plus de la moitié des Canadiens (57 %) sont pessimistes, croyant que le niveau de criminalité dans leur collectivité augmentera légèrement (39 %) ou beaucoup (18 %). À titre de comparaison, 28 % pensent que le niveau de criminalité diminuera légèrement, et 5 % prévoient une baisse importante[5].

Un sondage d'opinion[6] mené en 1990 par le groupe Angus Reid révèle qu'une petite minorité de Canadiens (6 %) ont «très peur» d'être victimes d'un acte criminel; 13 % ont «assez peur» d'être victimes d'un crime dans leur collectivité, tandis que la majorité des répondants (53 %) ont «un peu peur». Plus du quart des répondants (27 %) n'ont «aucune peur». Le sexe des répondants est un facteur important qui influe sur le niveau de crainte, les femmes étant deux fois plus susceptibles que les hommes d'avoir «assez peur» ou «très peur». Le fait d'avoir déjà été victime d'un crime influence aussi la mesure dans laquelle le répondant est susceptible d'exprimer sa crainte : 13 % des victimes de crimes ont dit avoir «très peur», contre 4 % des non-victimes. Ce rapport entre le niveau de crainte et le fait d'avoir été victime est beaucoup moins évident dans les données de l'Enquête sociale générale de 1988.

Crainte que suscite la criminalité – Perspective internationale

Les Canadiens disent que la criminalité les inquiète, mais leur niveau de crainte est comparable ou inférieur à celui des citoyens de nombreux autres pays (voir la figure 3). Les résultats de l'enquête internationale sur la criminalité menée en 1992[7] révèlent que le Canada se classe au neuvième rang parmi les douze pays à l'étude pour ce qui est du niveau de «crainte» mesuré par les perceptions de la sécurité ressentie par les répondants lorsqu'ils marchent dans leur quartier une fois la nuit tombée. Par exemple, 20 % des Canadiens sentent une «certaine» ou une «très grande insécurité» lorsqu'ils sortent seuls après la tombée de la nuit, contre 45 % en Pologne, 41 % aux États-Unis, 35 % en Italie et 33 % en Angleterre. La moyenne européenne s'établit à 30,3 %. Des niveaux inférieurs de crainte ont été déclarés par les citoyens de la Suède (13,5 %), de la Finlande (18 %) et de la Belgique (19,6 %).

5 *Insight Canada Research: Perspectives Canada Report, Vol. 2, nº 3 (Été 1993), questionnaire d'interview, p. 3. Dix pour cent des répondants ont indiqué «Ne sait pas».*

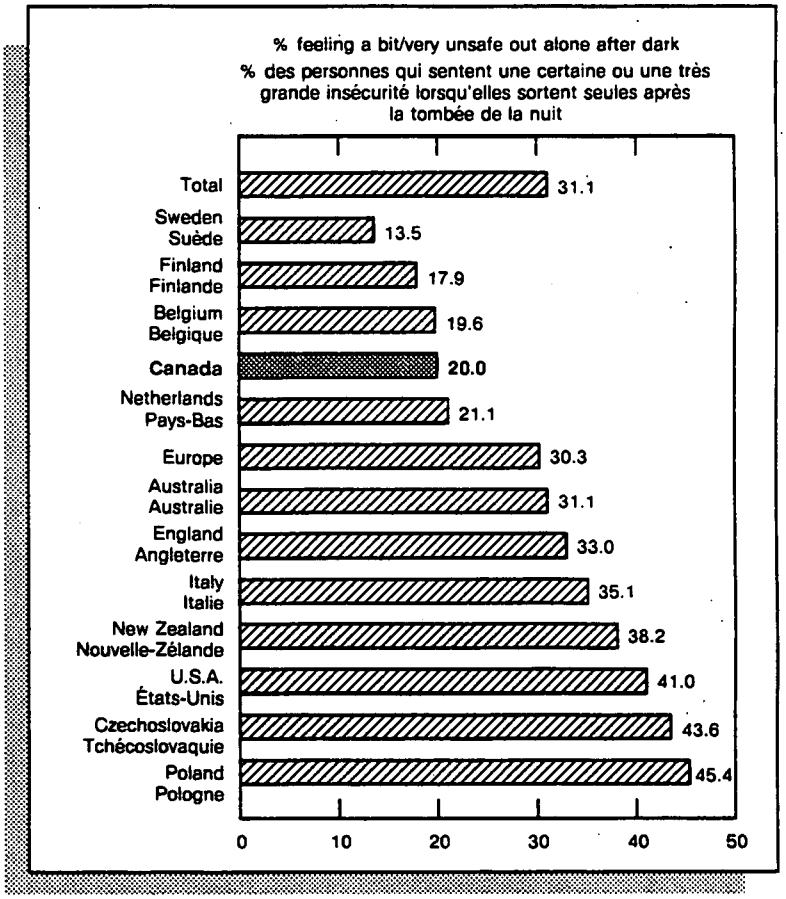
6 *The Reid Report, Vol. 5, nº 5, mai 1990.*

7 *Jan J.M. van Dijk et Pat Mayhew (1992): Criminal Victimisation in the Industrialised World, p. 56-57.*

Figure 3

Fear of Street Crime, Percentage of the Public Feeling a Bit or Very Unsafe When Walking in Their Own Area After Dark

Crainte d'être victime d'un crime dans la rue, pourcentage des personnes qui sentent une certaine ou une trés grande insécurité lorsqu'elles marchent dans leur quartier aprés la tombée de la nuit



Source: *Criminal Victimisation in the Industrialised World, key findings of the 1989 and 1992 International Crime Surveys, Directorate for Crime Prevention, Ministry of Justice, The Netherlands.*

Source: *Criminal Victimisation in the Industrialised World, principales constatations de l'enquête internationale sur la criminalité, menée en 1989 et en 1992, Direction générale de la prévention du crime, ministère de la Justice, Pays-Bas.*

In this same survey, there was an additional question to measure the proportion of respondents who said that they had taken precautions the last time that they went out in the evening (either by avoiding risky areas, or by staying clear of certain persons). The results of this question placed Canada in the mid-range of countries surveyed, (i.e., twelfth out of twenty), with 21% of respondents saying they "take precautions when going out in the evening". The percentage of citizens "taking precautions" ranged from a low of 15.6% in Japan to a high of 38.6% in Italy.

Dans le cadre de la même enquête, une question supplémentaire avait pour but de mesurer la proportion de répondants qui ont pris des précautions la dernière fois qu'ils sont sortis en soirée (soit en évitant les endroits dangereux ou en se tenant à distance de certaines personnes). Selon les réponses à cette question, le Canada se situe en milieu de peloton des pays à l'étude (c'est-à-dire douzième sur vingt), 21 % des répondants ayant dit prendre des précautions lorsqu'ils sortent le soir. Le pourcentage de citoyens qui prennent des précautions varie d'un creux de 15,6 % au Japon à un sommet de 38,6 % en Italie.

Personal Victimization Rates

The following section extends the analysis from the perceived levels of safety in neighbourhoods and the perceived changes in the level of crime, to personal victimization rates for different sectors of the Canadian population for different types of crimes.

Figure 4 contains the GSS data on personal victimization rates for different groups of respondents and for the four crimes which were defined as "personal victimizations". (Other crimes, such as "Break and Enter", "Vandalism" and "Theft", were defined as "household crimes".)

Taux de victimisation des personnes

Dans la section suivante, on pousse un peu plus loin l'analyse entre, d'une part, les niveaux perçus de la sécurité dans les quartiers, et les changements perçus du niveau de criminalité et, d'autre part, les taux de victimisation des personnes pour différents segments de la population canadienne en ce qui concerne différents genres de crimes.

La figure 4 renferme les données de l'ESG sur les taux de victimisation des personnes pour différents groupes de répondants pour ce qui est des quatre infractions définies comme des «crimes contre les personnes». (D'autres infractions, notamment l'introduction par effraction, le vandalisme et le vol, sont définies comme des «crimes contre les ménages».)

Figure 4

Personal Victimization Rates per 1,000 Population, by Type of Incident and Victim Characteristics, Age 15+, Canada, 1988 and 1993

Figure 4

Taux de victimisation des personnes pour 1 000 habitants, selon le genre d'affaire et, les caractéristiques des victimes, 15 ans et plus, Canada, 1988 et 1993

Victim Characteristics / Caractéristiques des victimes	Type of Incident / Genre d'affaire: Theft Personal Property / Vol de biens personnels		Sexual Assault / Agression sexuelle		Robbery / Vol qualifié		Assault / Voies de fait	
	1988	1993	1988[1]	1993	1988	1993	1988	1993
Canada - Canada	59	51	--	17	13	9	68	67
Urban - Urbain	70	57	--	18	14	9	72	72
Rural - Rural	46	36	--	14	--	--	56	53
Age - Âge								
15-24	123	93	--	48	39	23	145	155
25-44	65	61	--	17	10	9	80	69
45-64	22	29	--	--	--	--	19	38
65+	--	--	--	--	--	--	--	--
Male - Hommes	58	51	--	--	17	12	74	68
Female - Femmes	61	51	--	29	10	6	63	66

[1] *There were too few cases reported in 1988 to make statistically reliable estimates. New questions concerning sexual assault were added to the 1993 survey.*

[1] *On ne peut pas établir des estimations statistiquement fiables en raison du nombre infime de cas déclarés en 1988. De nouvelles questions concernant les agressions sexuelles ont été ajoutées à l'enquête de 1993.*

-- *amount too small to be meaningful.*

-- *nombres infimes.*

Source: *General Social Survey, 1988 and 1993.*

Source: *Enquête sociale générale, 1988 et 1993.*

Looking at the data for Canada as a whole, it is clear that the personal victimization rates declined in 1993 compared to 1988 for the three crimes of "Theft of Personal Property", "Robbery", and "Assault". The declines were greater for the first two than for the latter. (It is not possible to comment on changes in the rates for "Sexual Assault" since the questions pertaining to this crime were changed in 1993; thus the 1993 results are not comparable to the results of 1988.)

Changes in the urban and rural rates generally paralleled the changes in the national rates, with the exception of "urban assault rates", where no change took place. When the results are examined by gender, it is apparent that declines took place in the victimization rates between 1988 and 1993 for the three crimes for which comparable data are available, with the exception of "assault rates against females", where a small increase is noted.

An examination of the personal victimization rates by age and type of crime yields some interesting results. The most obvious feature of these figures is the rapid decline in the rates for all "personal" crimes with increasing age. Indeed, there were too few cases for the age group "65 years and over" in both of the years of the survey to allow statistically reliable estimates. This was the same for the age group "45-64" with regard to "Robbery". With regard to changes between 1988 and 1993, the figures for most age groups and crimes show declines between these dates, with the greatest decreases taking place in the age group "15-24" for both "Theft of Personal Property" and "Robbery". But there were also increases: in the case of 15-24 year-olds and "Assault", and with regard to 45-64 year-olds for both "Theft of Personal Property" and "Assault".

When one compares Figures 2 and 4, it is apparent that the age group which expressed the highest level of fear while walking alone in their neighbourhoods after dark, persons 65 years of age and over, report victimization rates which were too low to measure given the sample size of the GSS. This would suggest that their level of fear is a reflection of their feelings of vulnerability.

Risk Factors for Criminal Victimization

As discussed in an earlier section of this Juristat, public concern about criminal victimization varies among different segments of the population. Data from the personal risk component of the General Social Survey (1993) provide information on the characteristics and factors associated with criminal victimization. Young people (those aged 15-24 years), single or divorced individuals, and those who live in urban areas report higher levels of victimization than do older Canadians, married individuals and those living in rural areas. The risk of criminal victimization also seems to be related to the extent to which individuals engage in evening activities outside

Si l'on examine les données pour l'ensemble du Canada, on constate une baisse des taux de victimisation des personnes en 1993 comparativement à 1988, pour ce qui est du vol de biens personnels, du vol qualifié et des voies de fait. Les diminutions étaient plus importantes pour les deux premières catégories d'infractions. (Il est impossible de commenter les variations des taux d'agressions sexuelles, étant donné que les questions sur cette infraction ont été modifiées en 1993 et que les résultats de cette année-là ne sont donc pas comparables à ceux de 1988.)

Les variations des taux urbains et ruraux suivent généralement celles des taux nationaux, exception faite des «taux urbains de voies de fait» qui sont demeurés inchangés. Si l'on examine les résultats selon le sexe, on remarque que les taux de victimisation ont diminué entre 1988 et 1993 en ce qui concerne les trois infractions pour lesquelles il existe des données comparables, sauf les «taux de voies de fait contre les femmes» qui ont légèrement augmenté.

L'examen des taux de victimisation des personnes selon l'âge et le genre de crime fait voir des résultats intéressants. Il en ressort principalement que les taux de tous les crimes contre les personnes diminuent rapidement avec l'augmentation de l'âge. En effet, le nombre infime de cas pour le groupe des «65 ans et plus» durant les deux années d'enquête ne permet pas d'établir des estimations statistiquement fiables. Il en est de même pour le groupe des «45 à 64 ans» en ce qui a trait au vol qualifié. En ce qui concerne les variations entre 1988 et 1993, les chiffres pour la plupart des groupes d'âge et des crimes montrent des baisses, les plus importantes ayant été enregistrées par le groupe des «15 à 24 ans» pour le vol de biens personnels et le vol qualifié. Cependant, des hausses ont également été observées chez les «15 à 24 ans» pour les voies de fait, et chez les «45 à 64 ans» pour le vol de biens personnels et les voies de fait.

Si l'on compare les figures 2 et 4, on voit bien que le groupe de personnes craignant le plus de marcher seules dans leur quartier le soir (celui des 65 ans et plus) affiche des taux de victimisation si bas qu'ils ne peuvent pas être mesurés, vu la taille de l'échantillon de l'ESG. On pourrait croire que leur niveau de crainte traduit leurs sentiments de vulnérabilité.

Facteurs de risque d'être victime d'un acte criminel

Comme il a été mentionné précédemment, la crainte d'être victime d'un acte criminel varie entre les différents segments de la population. Les données de la composante sur les risques auxquels est exposée une personne de l'Enquête sociale générale (1993) portent sur les caractéristiques et les facteurs liés au fait d'être victime d'un acte criminel. Par exemple, les jeunes (ceux âgés de 15 à 24 ans), les célibataires, les personnes divorcées et celles qui vivent dans des régions urbaines déclarent des taux de victimisation plus élevés que les personnes âgées, les personnes mariées et celles qui vivent dans des régions rurales. Le risque d'être victime d'un acte criminel semble également être lié à la mesure dans laquelle une personne

the home. The General Social Survey data reveal, for example, that individuals who said they had engaged in 30 or more evening activities a month were nearly four times as likely to report being a victim of a crime than were respondents who engaged in less than 10 evening activities per month.

Public Perceptions and Police-reported Crime

This section of the Juristat examines common public perceptions with regard to the nature of crime and assesses the correspondence between these perceptions and police-reported crime data.

Perceptions of Violent Crime

Not surprisingly, Canadians are more concerned about violent crime than any other type of crime. The 1988 General Social Survey reports that when asked about the type of crime that concerns them most, more people, (42%), say assault rather than theft (36%) or vandalism (15%). Moreover, the majority of Canadians think that most crimes are violent. A study[8] conducted in 1982 found that a majority of respondents significantly overestimated the official incidence of violent crime in Canada.

When one examines data from the Uniform Crime Reporting (UCR) survey, it can be seen that violent crimes account for only a small proportion of crimes reported to the police. Offenses under the Criminal Code are normally classified into three main categories: violent, property, and others. **Violent crimes** include homicide, attempted murder, non-sexual assault, sexual assault, other sexual offenses, robbery, and abduction. **Property crimes** include break and enter, theft, possession of stolen goods, and fraud. **Other crimes** include all other offenses under the Criminal Code, with vandalism accounting for more than one-half of these offenses.

In 1993, the police reported a total of 2.7 million Criminal Code offenses across Canada. There were 310,187 violent crimes (11% of all crimes), 1.6 million property crimes (58%), and 826,659 other crimes (30%). Stated another way, the rate of violent crime was 1,079 per 100,000 population, while the rate of property crime was five times as high at 5,562 per 100,000 population.

8 *Doob, Anthony and Julian V. Roberts. 1982. Crime and the Official Response to Crime: The Views of the Canadian Public. Ottawa: Department of Justice Canada*

participe à des activités nocturnes à l'extérieur de la maison. Les données de l'Enquête sociale générale révèlent, par exemple, que les personnes qui prennent part à trente activités nocturnes ou plus par mois sont presque quatre fois plus susceptibles de déclarer avoir été victimes d'un crime que les personnes qui participent à moins de dix activités nocturnes par mois.

Perceptions du public et actes criminels déclarés par la police

Dans la présente section, on examine les perceptions courantes du public concernant la nature de la criminalité, et on évalue la correspondance entre ces perceptions et les données sur la criminalité déclarées par la police.

Perceptions concernant les crimes de violence

Il n'est pas étonnant que les Canadiens se préoccupent davantage des crimes de violence que de tout autre type de crime. L'Enquête sociale générale de 1988 révèle qu'un plus grand nombre de personnes craignent davantage d'être victimes de voies de fait (42 %) que de vol (36 %) ou de vandalisme (15 %). De plus, la majorité des Canadiens estiment que la plupart des crimes sont de nature violente. Une étude[8] menée en 1982 a montré qu'une majorité de répondants avaient considérablement surestimé l'incidence officielle des crimes de violence au Canada.

Lorsque l'on examine les données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC), on constate que les crimes de violence ne comptent que pour une faible proportion des crimes signalés à la police. Les infractions au Code criminel sont normalement classées dans trois grandes catégories : les crimes de violence, les crimes contre les biens et les autres crimes. Les **crimes de violence** sont notamment l'homicide, la tentative de meurtre, les voies de fait, l'agression sexuelle, les autres infractions sexuelles, le vol qualifié et l'enlèvement. Les **crimes contre les biens** englobent l'introduction par effraction, le vol, la possession de biens volés et la fraude. Les **autres crimes** comprennent toutes les autres infractions au Code criminel, le vandalisme représentant plus de la moitié de ces infractions.

En 1993, la police a déclaré un total de 2,7 millions d'infractions au Code criminel dans l'ensemble du Canada. Elle a dénombré 310 187 crimes de violence (11 % de tous les crimes), 1,6 million de crimes contre les biens (58 %), et 826 659 autres crimes (30 %). Autrement dit, le taux de crimes de violence s'établit à 1 079 pour 100 000 habitants, tandis que le taux de crimes contre les biens est cinq fois plus élevé, soit 5 562 pour 100 000 habitants.

8 *Doob, Anthony et Julian V. Roberts. 1982. Crime and the Official Response to Crime: The Views of the Canadian Public. Ottawa. Ministère de la Justice du Canada.*

Increases in Violent Crime Rates

While many Canadians believe that crime in general is increasing[9], they are particularly concerned with an increase in violent crime. A 1994 poll[10] reported that 85% of respondents felt that the level of violent crime was on the increase in their community. Similarly, another poll[11] found that 24% of respondents felt that the amount of violent crime in their neighbourhood had become "significantly worse", an increase of 10 percentage points over the previous survey results, three years earlier.

In 1993, police reported 2.7 million Criminal Code incidents to the UCR Survey. This meant that the 1993 *crime rate*, (per 100,000 population), was 5% lower than the rate of the previous year. This is the largest year-to-year decrease in the national crime rate since crime statistics were first collected in 1962. The *violent crime rate* remained almost constant in 1993, decreasing by 0.2% below the previous year. Criminal incidents related to property declined by 6% in comparison to 1992. The 1993 homicide rate of 2.19 incidents per 100,000 population was 15% lower than the previous year and 27% lower than the peak rate of 3.02 which was attained in 1975.

While the 1993 crime statistics show declines, the general crime trend over the past five years has indeed been in an upward direction. The 1993 rate of Criminal Code incidents was 9,516 incidents per 100,000 persons, 7% higher than the rate in 1989. The peak rate (during this five-year period) was reached in 1991. The pattern with regard to violent crime is more consistent over the past five years, showing steady increases from 1989 to 1992 and a small decrease in 1993. But the 1993 violent crime rate of 1,079 incidents per 100,000 persons was 19% higher than the 1989 rate of 908 incidents. A considerable part of this upward change was accounted for by increases in the number of minor assaults.

The large increase in violent crime rates may be due, in part, to increased reporting of crimes by victims. It is likely that because of lower tolerance toward family violence and sexual incidents, crimes that at one time were not reported, are now being brought to the attention of the police. The two International Crime Surveys conducted in 1989 and 1992 seem to support this conclusion. While rates of violent victimization, as reported by victims themselves, increased only 2% between 1988 and 1991, there was a 22% increase in rate of violent crime reported by the police. In addition, the survey respondents acknowledged increased reporting of crime to the police.

9 *See for example, The Reid Report, vol. 9 no. 6, June 1994, "Crime and Safety in Canada".*

10 *The Reid Report, Vol. 9, no. 6, June 1994, "Crime and Safety in Canada".*

11 *The Decima Quarterly Report, Vol. XIII, no. 2, Summer 1992.*

Augmentations des taux de crimes de violence

Nombreux sont les Canadiens qui croient que la criminalité est généralement en progression[9], et ils s'inquiètent particulièrement d'une hausse des crimes de violence. Un sondage[10] mené en 1994 a révélé que 85 % des répondants estimaient que le niveau de crimes de violence était à la hausse dans leur collectivité. De même, un autre sondage[11] a montré que 24 % des répondants étaient d'avis que le nombre de crimes de violence dans leur quartier avait considérablement augmenté, un accroissement de 10 points de pourcentage par rapport aux résultats de l'enquête menée trois ans plus tôt.

En 1993, la police a déclaré 2,7 millions d'infractions au Code criminel dans le cadre du programme DUC. Ainsi, le *taux de criminalité* en 1993 (pour 100 000 habitants) est inférieur de 5 % à celui de l'année précédente. Il s'agit de la plus forte diminution d'une année à l'autre du taux national de criminalité depuis le début de la collecte de statistiques sur la criminalité en 1962. Le *taux de crimes de violence* est demeuré presque inchangé en 1993, fléchissant de 0,2 % par rapport à l'année précédente. Le taux de crimes contre les biens a baissé de 6 % par rapport à 1992. Le taux d'homicides en 1993 (2,19 pour 100 000 habitants) est inférieur de 15 % à celui de l'année précédente et de 27 % au sommet de 3,02 atteint en 1975.

Bien que les statistiques de 1993 sur la criminalité montrent des baisses, la tendance générale de la criminalité au cours des cinq dernières années a en effet suivi un mouvement ascendant. Le taux d'infractions au Code criminel en 1993 s'établit à 9 516 pour 100 000 personnes, soit 7 % de plus qu'en 1989. Le taux record durant cette période de cinq ans a été atteint en 1991. La tendance en ce qui concerne les crimes de violence est plus stable au cours des cinq dernières années, affichant des augmentations régulières de 1989 à 1992 et une faible diminution en 1993. Toutefois, le taux de crimes de violence en 1993 (1 079 infractions pour 100 000 personnes) dépasse de 19 % le taux de 908 enregistré en 1989. Ce mouvement à la hausse était en grande partie attribuable aux augmentations du nombre de voies de fait mineures.

La forte augmentation des taux de crimes de violence est peut-être attribuable en partie au fait que les victimes déclarent davantage les crimes dont elles ont été l'objet. Il est probable qu'en raison de la plus faible tolérance à l'égard de la violence familiale et des infractions sexuelles, les crimes autrefois gardés sous silence sont maintenant portés à l'attention de la police. Les deux enquêtes internationales sur la criminalité menées en 1989 et en 1992 semblent appuyer cette conclusion. Bien que les taux de victimisation avec violence déclarés par les victimes elles-mêmes n'aient augmenté que de 2 % entre 1988 et 1991, le taux de crimes de violence déclaré par la police s'est accru de 22 %. En outre, les répondants ont admis que les actes criminels sont davantage signalés à la police.

9 *Consulter par exemple The Reid Report, Vol. 9, nº 6, juin 1994, «Crime and Safety in Canada».*

10 *Rapport Reid, Vol. 9, nº 6, juin 1994, «Crime and Safety in Canada».*

11 *The Decima Quarterly Report, Vol. XIII, nº 2, été 1992.*

The results of the 1993 General Social Survey indicate that overall victimization rates have not changed as compared with 1988 – that is, essentially the same proportion of the population (24%) experienced at least one instance of criminal victimization in 1993 as in 1988.

Crimes Committed by Strangers

A common indicator of fear of crime is "the proportion of persons feeling unsafe walking alone in their neighbourhood after dark". This kind of fear usually originates out of a concern of being victimized by strangers. However, most violent crimes reported to the police are committed not by strangers, but by persons known to the victim.

According to the 1993 data from the Revised UCR Survey, which includes 32% of the national volume of crime reported to the police, less than one-third (29%) of all violent offenders were strangers to the victim, while spouses or ex-spouses accounted for 18%, followed by casual acquaintances (23%), friends (12%), and relatives (9%). The victim/offender relationship was not reported in 9% of the incidents.

Adult females were mostly victimized by individuals they knew, while male adults were more likely than females to be victimized by strangers. Among adult female victims, 32% were victimized by their spouses or ex-spouses and only 17% by strangers. The remaining fifty percent of female victims were victimized by other relatives or other individuals known to the victim such as friends, acquaintances and co-workers. Among adult male victims, only 3% were victimized by their spouses or ex-spouses and 38% by strangers. The remaining victims were victimized by people known to them, such as relatives, friends and acquaintances.

Homicide data show the same pattern – homicides are far less likely to occur at the hands of a stranger than someone known to the victim. Of the homicides for which an accused was identified in 1993, 15% were committed by strangers, the same as in 1992. More than one-half (51%) were killed by an acquaintance, and one-third (33%) by an immediate family member or relative.

The Seriousness of Violent Crimes

Figure 5 shows the percentage distribution of total violent crimes by type of crime for 1993. As is evident from the table, the most serious form of violent crime, homicide, accounts for only 0.2% of all violent crimes, while robberies account for 10% and sexual assaults constitute 11% of all violent crime. All other violent crimes, including attempted murder,

Les résultats de l'Enquête sociale générale de 1993 indiquent que les taux de victimisation dans l'ensemble n'ont pas changé par rapport à ceux de 1988, c'est-à-dire qu'essentiellement la même proportion de la population (24 %) a subi au moins un acte criminel en 1993 comme en 1988.

Crimes commis par des inconnus

Un indicateur commun qui permet de mesurer la peur que suscite la criminalité est «la proportion de personnes qui sentent une insécurité lorsqu'elles marchent seules dans leur quartier une fois la nuit tombée». Elles éprouvent ce genre de peur habituellement parce qu'elles craignent d'être victimes d'un acte criminel commis par un inconnu. Toutefois, la plupart des crimes de violence signalés à la police sont perpétrés non par des inconnus, mais par des personnes connues de la victime.

Selon les données de 1993 du programme DUC révisé, qui portent sur 32 % des crimes signalés à la police dans tout le pays, moins du tiers (29 %) de tous les délinquants violents n'étaient pas connus de la victime, alors que 18 % étaient des conjoints ou ex-conjoints, suivis des connaissances (23 %), des amis (12 %) et des parents (9 %). Le lien entre la victime et le délinquant n'était pas déclaré dans 9 % des cas.

Les femmes étaient le plus souvent victimes d'un acte criminel commis par une personne qu'elles connaissaient, tandis que les hommes étaient plus susceptibles que les femmes d'être victimes d'un acte criminel commis par un inconnu. Parmi les femmes victimes, 32 % ont subi un acte criminel de la part de leur conjoint ou ex-conjoint et seulement 17 % de la part d'un inconnu. Le reste des femmes victimes (50 %) ont été l'objet d'un crime commis par un autre parent ou une autre personne qu'elles connaissaient, par exemple un ami, une connaissance ou un collègue. Parmi les hommes victimes, seulement 3 % ont subi un acte criminel de la part de leur conjointe ou ex-conjointe et 38 % de la part d'un inconnu. Le reste des victimes ont été l'objet d'un crime commis par une personne qu'elles connaissaient, par exemple un parent, un ami ou une connaissance.

Les données sur les homicides montrent la même tendance. Les homicides sont beaucoup moins susceptibles d'être commis par un inconnu que par une personne connue de la victime. Parmi les homicides pour lesquels un accusé a été identifié en 1993, 15 % ont été commis par un inconnu, soit le même pourcentage qu'en 1992. Plus de la moitié (51 %) des victimes ont été tuées par une connaissance et le tiers (33 %) par un membre de la famille immédiate ou un parent.

Gravité des crimes de violence

La figure 5 montre, pour 1993, la répartition en pourcentage de tous les crimes de violence selon le genre. Comme l'indique le tableau, le crime de violence le plus grave, soit l'homicide, ne figure que pour 0,2 % de tous les crimes de violence, tandis que les vols qualifiés en représentent 10 % et les agressions sexuelles, 11 %. Tous les autres crimes de violence, dont la tentative de meurtre,

abduction, and other sexual offenses (such as sexual relations with under-age persons), account for approximately 2% of all violent crime.

While violent crime is of particular concern to Canadians, it should be noted, from the data in Figure 5, that the large majority (77%) of all violent crimes reported to the police are non-sexual assaults, the great majority of which are classified by the police as being of the least serious kind – Level I. (This crime was at one time referred to as "Common Assault".) For sexual assaults, 96% are classified at the least serious level.

l'enlèvement et les autres infractions sexuelles (p. ex. les relations sexuelles avec un mineur), constituent environ 2 % de tous les crimes de violence.

Les crimes de violence inquiètent particulièrement les Canadiens. Il convient cependant de noter, d'après les données de la figure 5, que la grande majorité (77 %) de tous les crimes de violence signalés à la police sont des voies de fait dont la forte majorité sont considérées par la police comme les moins graves, soit du niveau 1. (Cette infraction était auparavant appelée «voies de fait simples».) Pour ce qui est des agressions sexuelles, 96 % figurent parmi les moins graves.

Figure 5

Violent Crimes by Crime Type, Canada, 1993

Figure 5

Crimes de violence selon le genre, Canada, 1993

	Number – Nombre	%
Homicide – Homicide	630	0.2
Attempted murder – Tentative de meurtre	988	0.3
Sexual assault – Agression sexuelle	34,764	11.2
Other sexual offenses – Autres infractions sexuelles	4,170	1.3
Non-sexual assault – Voies de fait	238,470	76.8
Robbery – Vol qualifié	29,961	9.7
Abduction – Enlèvement	1,204	0.4
Total – Total	**310,187**	**100.0**

Source: *Uniform Crime Reporting Survey, CCJS, 1993.*
Source: *Programme de déclaration uniforme de la criminalité, CCSJ, 1993.*

Injuries Sustained in Violent Crimes

While Canadians are particularly concerned about violent crimes involving assaults[12], these crimes do not often result in serious physical injuries to victims.

Data from the Revised UCR Survey in 1993 show that among victims of violent crimes, 6% received major physical injuries (defined as "injuries requiring professional medical attention"), 43% received minor injuries, and 38% reported no physical injuries. The level of injuries was unknown for the remaining 13% of victims.

While most violent crimes do not result in serious physical injuries to victims, it is difficult to estimate the larger impact of crime on victims – the resulting emotional and psychological injuries. Serious psychological injuries may result from a variety of victimization experiences, particularly in cases of sexual assault, or cases where the offender is the spouse or a close acquaintance of the victim.

One of the indicators of psychological trauma experienced by crime victims may be the inability to carry on with normal daily activities following the crime incident. In the 1988 General Social Survey,

[12] *1988 General Social Survey.*

Blessures causées par les crimes de violence

Bien que les crimes de violence comportant des voies de fait[12] inquiètent particulièrement les Canadiens, ils causent rarement des blessures physiques graves aux victimes.

Les données du programme DUC révisé de 1993 montrent que parmi les victimes de crimes de violence, 6 % ont subi des blessures physiques graves (définies comme des «blessures qui nécessitent des soins médicaux»), 43 % ont reçu des blessures légères, et 38 % n'ont déclaré aucune blessure physique. La gravité des blessures n'est pas connue pour le reste des victimes (13 %).

Bien que la plupart des crimes de violence n'entraînent pas de blessures physiques graves aux victimes, il est difficile d'évaluer les conséquences plus vastes de la criminalité sur les victimes, c'est-à-dire les blessures émotionnelles et psychologiques qui en résultent. De profondes blessures psychologiques peuvent découler de divers cas de victimisation, particulièrement lorsqu'il s'agit d'une agression sexuelle ou lorsque l'agresseur est le conjoint ou une connaissance proche de la victime.

Un des indicateurs du traumatisme psychologique subi par les victimes d'actes criminels peut être l'incapacité de poursuivre leurs activités quotidiennes normales à la suite de l'incident. Selon l'Enquête sociale générale de 1988, près des

[12] *Enquête sociale générale de 1988.*

almost two-thirds (62%) of victims of **sexual assault** indicated that they were unable to carry on with their normal activities for at least one day following the incident. Twenty percent said they found it difficult to resume their normal activities 10 days or more following the victimization experience. Among victims of **non-sexual assault**, 21% said they could not carry on with their normal daily activities for at least one day following the incident, while 2% said they found it difficult to carry on their normal activities 10 days or more after the incident. Among victims of **robbery**, 25% experi-enced some form of incapacitation, and 3% said they could not resume their normal activities 10 days after the robbery. These data suggest that psychological injuries are a common outcome of a victimization experience, and may be particularly severe for victims of sexual assault.

Conclusions

One of the primary objectives of this Juristat was to examine prevalent Canadian perceptions of the phenomenon of crime and to assess these perceptions in light of crime statistics. The rationale for this was to refine the relationship between perception and reality in this important area, and to assist in the public debate by the provision of statistical information.

Data drawn from public attitude surveys show that crime is an issue of concern to Canadians and that their level of concern may be increasing. Data on police-reported crime, as well as national victimization surveys, suggest that there is a tendency to over-estimate the frequency and seriousness of violent crime. Public perceptions of increases in crime have been accurate until the recent past - 1993 UCR data show significant declines in property crime and a small decline in the level of violent crime.

There is some evidence, from the General Social Survey, that levels of fear of crime have increased in the Canadian population. However, when one examines the self-reported rates of victimization, as recorded in the GSS survey, it is apparent that overall rates of victimization were similar for 1988 and 1993.

deux tiers (62 %) des victimes d'**agression sexuelle** ont indiqué ne pas avoir été capables d'exercer leurs activités normales au moins une journée après l'incident. Vingt pour cent ont dit qu'il leur a été difficile de reprendre leurs activités normales dix jours ou plus après l'incident. Parmi les victimes de **voies de fait**, 21 % ont dit ne pas avoir été capables de poursuivre leurs activités quotidiennes normales pendant au moins une journée après l'incident, tandis que 2 % ont affirmé avoir éprouvé de la difficulté à continuer leurs activités dix jours ou plus après l'incident. Parmi les victimes de **vol qualifié**, 25 % ont ressenti une certaine incapacité, et 3 % ont déclaré ne pas avoir pu reprendre leurs activités normales 10 jours après le vol. Ces données semblent indiquer que les victimes d'actes criminels subissent souvent des blessures psychologiques, lesquelles peuvent être particulièrement profondes chez les victimes d'agression sexuelle.

Conclusions

Le présent Juristat visait principalement à examiner les perceptions courantes des Canadiens au sujet du problème de la criminalité et à évaluer ces perceptions à la lumière des statistiques sur la criminalité. Le principe de base était de mieux cerner le rapport entre les perceptions et la réalité et de contribuer au débat public en fournissant des renseignements statistiques.

Les données tirées des sondages d'opinion indiquent que la criminalité préoccupe les Canadiens et que leur inquiétude s'accroît peut-être. Les données sur les actes criminels déclarés par la police, ainsi que les enquêtes nationales sur la victimisation, révèlent une tendance à surestimer la fréquence et la gravité des crimes de violence. Jusqu'à un passé récent, le public avait raison de penser que la criminalité avait augmenté; les données DUC de 1993 montrent d'importantes baisses des crimes contre les biens et une faible diminution du niveau de crimes de violence.

Il ressort de l'Enquête sociale générale que les niveaux de crainte d'être victime d'un acte criminel ont augmenté chez les Canadiens. Toutefois, lorsque l'on examine les taux de victimisation déclarés par les victimes dans le cadre de cette enquête, on constate que les taux globaux de victimisation sont demeurés les mêmes pour 1993 en comparaison à l'enquête de 1988.

Methodology

UCR – Uniform Crime Reporting Survey

The Uniform Crime Reporting (UCR) Surveys were developed by Statistics Canada with the cooperation and assistance of the Canadian Association of Chiefs of Police. The aggregate UCR survey became operational in 1962. It covers crime and traffic statistics reported by police agencies in Canada. UCR survey data reflect reported crime that has been substantiated through police investigation.

Currently, there are two levels of detail collected by the UCR Survey:

1. Aggregate UCR Survey – The aggregate-based UCR survey records the number of incidents reported to the police. It includes the number of reported offenses and the number of actual offenses (excluding those unfounded), the number of offenses cleared by charge, the number of adults charged and the number of youths charged, and the gender of persons charged. This survey does not include victim characteristics.

2. Revised UCR Survey – The UCR II micro-data survey captures detailed information on individual criminal incidents reported to the police, including characteristics of victims, accused persons, and the incidents themselves.

The Revised UCR Survey is being progressively implemented in police departments across the country. The Revised UCR Survey data-file for 1993 contains data from some 79 police departments which have begun to collect Revised UCR Survey data and to send it to Statistics Canada. It is not a representative sample of any particular geographic area in Canada and therefore not indicative of any national or provincial or regional trends. It represents 30% of the volume of reported crime data received annually at the CCJS.

Victimization Survey – General Social Survey

Early in 1988 and throughout 1993, Statistics Canada's General Social Survey conducted telephone interviews with approximately 10,000 Canadians aged 15 years and older. Respondents were asked about experiences with crime and the criminal justice system over the previous twelve month period.

In 1988, a survey on personal risk related to criminal victimization was initiated as part of the General Social Survey program. It examined the prevalence and the social and demographic distribution of eight specific types of criminal victimization experiences: sexual assault, robbery, assault, break

Méthodes

Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC)

Le Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC) a été conçu par Statistique Canada avec le concours de l'Association canadienne des chefs de police. Le programme DUC agrégé a été inauguré en 1962. Il comporte des statistiques sur les crimes et les infractions aux règlements de la circulation qui sont déclarés par les services de police au Canada. Les données du programme DUC font état des actes criminels signalés qui ont été corroborés par des enquêtes policières.

Actuellement, il existe deux niveaux de détail dans les données recueillies par le programme DUC :

1. Programme DUC agrégé – Le programme DUC fondé sur des données agrégées enregistre le nombre d'affaires déclarées à la police, ce qui comprend le nombre d'infractions signalées et le nombre d'infractions réelles (à l'exclusion des affaires sans fondement), le nombre d'infractions classées par mise en accusation, le nombre d'adultes et le nombre de jeunes contre lesquels on a porté des accusations, ainsi que le sexe des personnes accusées. Ce programme ne comprend pas les caractéristiques des victimes.

2. Programme DUC révisé – Dans le cadre du programme DUC II fondé sur des microdonnées, on recueille des renseignements détaillés sur les affaires criminelles individuelles déclarées à la police, y compris les caractéristiques des victimes, des personnes accusées et des affaires en tant que telles.

Le programme DUC révisé est mis en oeuvre de manière progressive dans les services de police de l'ensemble du pays. Il comporte un fichier pour 1993 qui contient les données qu'environ 79 services de police fournissent à Statistique Canada aux fins de ce programme. L'échantillon n'est pas représentatif d'une région géographique particulière du pays et ne traduit donc aucune tendance nationale, provinciale ou régionale. Il représente 30 % des données que le CCSJ reçoit annuellement sur les crimes signalés.

Enquête sur la victimisation – Enquête sociale générale

Au début de 1988 et tout au long de 1993, l'Enquête sociale générale de Statistique Canada a été menée par téléphone auprès d'environ 10 000 Canadiens âgés de 15 ans et plus. Les répondants étaient interrogés au sujet de leurs expériences concernant les actes criminels et le système de justice pénale au cours des douze mois précédents.

En 1988, dans le cadre de l'Enquête sociale générale, on a mis en oeuvre une enquête sur les risques auxquels est exposée une personne en ce qui a trait aux actes criminels. L'enquête avait pour but d'étudier la prévalence ainsi que la répartition sociale et démographique de huit genres précis de victimisation : agression sexuelle, vol qualifié, voies de fait,

and enter, motor vehicle theft, theft of personal property, theft of household property, and vandalism. This survey also examined the victim's experience of crime, the reasons for not reporting offenses to the police, and Canadians' perceptions of the level of crime around them. This survey was replicated in 1993.

The International Victimization Survey

An International Crime Survey (ICS) was originally suggested in order to provide crime statistics which were more comparable between countries and less biased by differences in formal legal structures and criminal codes. The original ICS was organized in 1989 and collected data in 14 countries. In the majority of countries taking part in the 1989 survey, 2,000 respondents were interviewed by telephone. They were asked about eleven main forms of victimization. Respondents who mentioned that they had experienced one or more of the offenses covered were asked additional questions about: where it had occurred, its material consequences, whether the police were involved, (and if not, why not?), satisfaction with police response, and any victim assistance given. In addition, some basic socio-demographic data were collected. Other questions were asked about: fear of crime, satisfaction with local policing, crime prevention behaviours, and the preferred sentence for a 21-year old recidivist burglar.

Public Opinion Polls

The polling data described in this report come from national telephone surveys conducted with representative samples of Canadian adults. Generally speaking, the results are accurate within plus or minus 3 percentage points, 19 times out of twenty.

Survey results present a "snapshot" of public opinion at a particular point in time. Findings may vary depending on the question wording or the context in which the question is posed to the public. Therefore, the results of individual polls should be treated with caution.

introduction par effraction, vol de véhicules automobiles, vol de biens personnels, vol de biens du ménage et vandalisme. L'enquête portait également sur l'expérience vécue par les victimes d'actes criminels, les raisons qui les amènent à ne pas prévenir la police et dont la façon que les Canadiens perçoivent le niveau de criminalité dans leur quartier. Cette enquête a été répétée en 1993.

Enquête internationale sur la victimisation

Il avait été suggéré à l'origine de tenir une enquête internationale sur la criminalité (EIC) afin de fournir des statistiques sur la criminalité qui soient davantage comparables entre les pays et moins biaisées en raison des différences des codes criminels et des cadres juridiques officiels. La première EIC a été menée en 1989 dans quatorze pays. Dans la plupart des pays ayant participé à l'enquête cette année-là, 2 000 répondants ont été interviewés par téléphone. Ils ont été interrogés sur onze formes principales de victimisation. Ceux qui disaient avoir été victimes d'une ou de plusieurs infractions visées par l'enquête devaient répondre à des questions supplémentaires sur les éléments suivants : lieu de l'affaire, conséquences matérielles, intervention de la police (dans la négative, pour quelles raisons?), satisfaction à l'égard de l'intervention de la police et aide fournie aux victimes. En outre, certaines données sociodémographiques de base ont été recueillies. D'autres questions concernaient la crainte que suscite la criminalité, la satisfaction à l'égard des services de police locaux, les mesures de prévention du crime et la peine devant être infligée à un voleur récidiviste de 21 ans.

Sondages d'opinion

Les données de sondages traitées dans le présent rapport proviennent d'enquêtes téléphoniques nationales menées auprès d'échantillons représentatifs d'adultes canadiens. De façon générale, les résultats sont exacts à plus ou moins trois points de pourcentage dix-neuf fois sur vingt.

Les résultats d'enquête donnent un «aperçu» ponctuel de l'opinion publique. Les résultats peuvent varier en fonction du libellé de la question ou du contexte dans lequel elle a été posée au public. Par conséquent, il faut interpréter avec prudence les résultats des sondages individuels.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 **(613-951-9023)** or **toll-free 1-800-387-2231.** To order, call **Marketing Division, Publication Sales, Statistics Canada 1-800-267-6677.** Outside Canada and the U.S. call (613) 951-7277.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 **(613-951-9023)** ou **le numéro sans frais 1-800-387-2231.** Pour commander, communiquer avec la **Division du Marketing, Vente des publications, Statistique Canada 1-800-267-6677.** De l'extérieur du Canada et des États-Unis, composez le (613) 951-7277.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents

Catalogue 85-002

Vol.13 No.3	Correctional Services in Canada: Highlights for 1991-92 / Les services correctionnels au Canada: faits saillants de 1991-1992
Vol.13 No.4	Street Prostitution in Canada / La prostitution de rue au Canada
Vol.13 No.5	Youth Court Statistics: Highlights 1992-93 / Statistiques des tribunaux de la jeunesse: faits saillants de 1992-1993
Vol.13 No.6	Common Assault in Canada / Les voies de fait simples au Canada
Vol.14 No.1	Correctional Services in Canada: Highlights for 1992-93 / Les services correctionnels au Canada: faits saillants de 1992-1993
Vol.14 No.2	Conditional Release Decision-Making in Canada 1992-93 / Décisions concernant la mise en liberté sous condition au Canada, 1992-1993
Vol.14 No.3	Canadian Crime Statistics, 1992 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1992
Vol.14 No.4	Homicide in Canada, 1992 / L'homicide au Canada, 1992
Vol.14 No.5	Impaired Driving - Canada 1992 / Conduite avec facultés affaiblies – Canada 1992
Vol.14 No.6	Drug Use and Crime / Consommation de drogues et criminalité
Vol.14 No.7	Criminal Justice Processing of Sexual Assault Cases / L'administration de la justice pénale dans les cas d'agression sexuelle
Vol.14 No.8	Spousal Homicide / Les homicides entre conjoints
Vol.14 No.9	Wife Assault: The findings of a National Survey / Résultats d'une enquête nationale sur l'agression contre la conjointe
Vol.14 No.10	Private Policing in Canada / Rapport sur les services de police privés au Canada
Vol.14 No.11	Youth Custody in Canada, 1992-93 / Le placement sous garde des adolescents au Canada, 1992-1993
Vol.14 No.12	The Winnipeg Family Violence Court / Le tribunal de la violence familiale à Winnipeg
Vol.14 No.13	Trends in Criminal Victimization: 1988-1993 / Tendances en matière de victimisation: 1988-1993.
Vol.14 No.14	Canadian Crime Statistics, 1993 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1993
Vol.14 No.15	Homicide in Canada, 1993 / L'homicide au Canada, 1993
Vol.14 No.16	Trends in Justice Spending - 1988/89 to 1992/93 / Tendances des dépenses en matière de justice - 1988-1989 à 1992-1993
Vol.14 No.17	Urban/Rural Criminal Victimization in Canada / La victimisation en milieu urbain et rural au Canada

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHEQUE STATISTIQUE CANADA
1010181743